



H. Coulombié*

Docteur en Droit
Spécialiste en Droit Public
et en Droit de l'Environnement
D.E.S.S. Droit de l'Urbanisme
D.E.A. Droit International
Lauréat de la Faculté
h.coulombie@cgcb-avocats.com

Ph. Gras**

Spécialiste en Droit Public
et en Droit de l'Environnement
D.E.A. Droit Public Interne
Lauréat de la Faculté
p.gras@cgcb-avocats.com

G. Crétin*

Spécialiste en Droit Public
et en Droit de l'Environnement
D.E.S.S. Droit de l'Urbanisme
g.cretin@cgcb-avocats.com

N. Becquevort***

Spécialiste en Droit Public
D.E.S.S. Droit des Collectivités Locales
n.becquevort@cgcb-avocats.com

M. Rosier*

Diplômé de l'I.E.P. de Lyon
m.rosier@cgcb-avocats.com

D. Soland*

D.E.A. Droit Public Général
d.soland@cgcb-avocats.com

T. Gilliocq*

D.E.S.S. Droit de l'Environnement
t.gilliocq@cgcb-avocats.com

Avocats associés

F. Senanedsch*

D.E.A. Droit Public de l'Economie
f.senanedsch@cgcb-avocats.com

G. Chaîneau**

D.E.A. Droit Public Interne
g.chaineau@cgcb-avocats.com

M. Aaron**

D.E.S.S. Droit Européen
m.aaron@cgcb-avocats.com

P.-A. Aldigier*

D.E.S.S. Droit Comparé
pa.aldigier@cgcb-avocats.com

M. Barbeau-Bournoville****

D.E.A. de Droit de l'Urbanisme
et de l'Environnement
m.barbeau@cgcb-avocats.com

B. Fournié*

D.E.A. Droit Communautaire Européen
b.fournie@cgcb-avocats.com

E. Bokobza*

Master II Professionnel
Contrats Publics et Partenariats
e.bokobza@cgcb-avocats.com

C. Giorsetti*

D.E.S.S. Droit de l'Action Economique
des Collectivités Territoriales
c.giorsetti@cgcb-avocats.com

G. Achou-Lepage***

DESS Droit des Collectivités Territoriales
g.achou-lepage@cgcb-avocats.com

C. Gauci*

Master II Droit et Pratique
des Contentieux Publics
c.gauci@cgcb-avocats.com

C. Arroudj*

Docteur en Droit
c.arroudj@cgcb-avocats.com

A. Germe****

Master Droit et Pratique
des Contentieux Publics
a.germe@cgcb-avocats.com

L. Duhil de Benaze*

Avocat à la Cour
Master II Contrats Publics et Partenariats
l.duhildebenaze@cgcb-avocats.com

N. Silleres*

Avocat à la Cour
Master II Contrats Publics et Partenariats
n.silleres@cgcb-avocats.com

Avocats collaborateurs

M. Ozimek***

Juriste
Master II Droit Public Urbanisme
m.ozimek@cgcb-avocats.com

Juriste

*Barreau de Montpellier
**Barreau de Paris
***Barreau de Bordeaux
****Barreau de Marseille

Membre du réseau

alister AVOCATS
www.alister-avocats.com

Montpellier le, 21 février 2012

Monsieur RUPP

CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT
2 bis rue Gauthier de Rumilly

80000 AMIENS

Par courrier postal et télécopie

Objet : - Suivi du dossier – Transmission de la copie de la décision du Conseil d'Etat en date du 13/02/2012 (PJ). (Cf. mon courrier du 14/02/2012)

Nos réf : Dossier n° 20050627 - HC - TG : Conseil Promotion Investissement c/ Asso BOISSERON Patrimoine
LETTRE.rtf

Cher Monsieur,

Je reviens vers vous à la suite de mon courrier rappelé en objet.

C'est avec plaisir que je vous transmets copie de la décision du Conseil d'Etat, qui est en tous points conforme à ce que je vous indiquais dans mon courrier du 14 février courant.

Cette décision met un terme définitif à ce contentieux.

Je ne peux que nous en féliciter.

Vous en souhaitant une parfaite réception de la présente et restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs et les plus distingués.

Pour la SCP,
Thomas GILLIOCQ

P.J. : - Décision du CE du 13/02/2012

Société Civile Professionnelle d'avocats CGCB & Associés

MONTPELLIER : 8 Place du Marché aux Fleurs | 34000 Montpellier | PARIS : 104 Avenue du Président Kennedy | 75016 Paris
BORDEAUX : 27 Cours Evrard De Fayolle | 33000 Bordeaux | MARSEILLE : 3 Place Felix Baret | 13006 Marseille
www.cgcb-avocats.com | Tél. : 04 67 22 09 09 | Fax : 04 67 64 94 48

CONSEIL D'ETAT

statuant
au contentieux

SCP NICOLAY - de LANOUELLE - HANNOTIN
Avocat au Conseil d'Etat
et à la Cour de Cassation
11, rue de Phalsbourg - 75017 PARIS

MT

N° 349291

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATION BOISSERON
PATRIMOINE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Chrystelle Naudan-Carastro
Rapporteur

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux
(Section du contentieux, 1^{ère} sous-section)

Mme Maud Vialettes
Rapporteur public

COPIE

Séance du 19 janvier 2012
Lecture du 13 février 2012

Vu le pourvoi sommaire et le mémoire complémentaire, enregistrés les 16 mai et 16 août 2011 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, présentés pour l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE, dont le siège est 100, chemin de Saint-Martin à Boisseron (34160) ; l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler l'arrêt n° 08MA03702 du 25 novembre 2011 par lequel la cour administrative d'appel de Marseille a rejeté sa requête tendant à l'annulation du jugement n° 0504990 du 29 mai 2008, par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande d'annulation de l'arrêté du 23 août 2005 par lequel le maire de Boisseron a délivré un permis de construire à la société à responsabilité limitée Conseil Promotion Investissement ;

2°) réglant l'affaire au fond, de faire droit à sa requête ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Boisseron et de la société Conseil Promotion Investissement le versement de la somme de 3 500 euros à la SCP Richard sur le fondement des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de Mme Chrystelle Naudan-Carastro, chargée des fonctions de Maître des requêtes,

- les observations de la SCP Richard, avocat de l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE,

- les conclusions de Mme Maud Vialettes, rapporteur public ;

La parole ayant été à nouveau donnée à la SCP Richard, avocat de l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 822-1 du code de justice administrative : « Le pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat fait l'objet d'une procédure préalable d'admission. L'admission est refusée par décision juridictionnelle si le pourvoi est irrecevable ou n'est fondé sur aucun moyen sérieux. » ;

Considérant que, pour demander l'annulation de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Marseille qu'elle attaque, l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE soutient que la cour a entaché son arrêt d'une insuffisance de motivation et d'une erreur de droit pour avoir jugé, sans s'en justifier suffisamment, que les modifications apportées à la demande de permis de construire après la consultation des services de l'Etat et du service départemental d'incendie et de secours ne justifiaient pas une nouvelle consultation, alors pourtant que ces modifications affectaient l'accessibilité des bâtiments en cause ; que la cour a également entaché son arrêt d'une insuffisance de motivation et d'une erreur de droit pour avoir jugé, sans s'en justifier suffisamment, que le maire pouvait autoriser l'implantation d'un parc de stationnement en zone rouge du plan de prévention des risques d'inondation, alors qu'une telle implantation imposait une opération de remblaiement proscrite par le règlement du plan de prévention ; que la cour a dénaturé les pièces du dossier en jugeant que la hauteur maximale d'un des bâtiments du projet ne dépassait pas dix mètres ; qu'elle a également dénaturé les pièces du dossier en estimant que l'autorité administrative avait disposé des pièces permettant de vérifier la conformité du projet aux dispositions de l'article UA 13 du règlement du plan d'occupation des sols ;

Considérant qu'aucun de ces moyens n'est de nature à permettre l'admission du pourvoi ;

DECIDE:

Article 1^{er} : Le pourvoi de l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE n'est pas admis.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE.
Copie en sera adressée pour information à la commune de Boisseron et à la société Conseil
Promotion Investissement.